

## **Executive Vice-President**

Clean, Just and Competitive Transition

Bruxelles, Ares sv(2025)

Madame le membre du Parlement européen,

Je vous remercie pour votre courrier du 23 juillet 2025.

L'aérospatial est un secteur particulièrement stratégique pour l'Union européenne. La Commission a reconnu l'importance des activités spatiales pour l'économie de l'UE à travers la Boussole de la Compétitivité présentée plus tôt cette année. Cette reconnaissance a notamment abouti à l'adoption par la Commission d'une « Vision pour l'économie spatiale européenne » et à la proposition d'une législation spatiale pour l'UE.

La Commission a connaissance des discussions entre Airbus S.E. et Thales S.A., qui possèdent toutes deux des sites industriels dans la région de Toulouse, et Leonardo S.p.a., concernant une possible fusion de leurs activités aérospatiales. Ces discussions ont été largement relayées dans la presse.

Bien que mes services aient déjà entamé des discussions préliminaires avec ces entreprises, la Commission n'a à ce jour pas reçu de notification formelle de l'opération envisagée, comme le prévoit le Règlement sur les concentrations. En conséquence, aucun calendrier de l'analyse de cette transaction n'est encore disponible. En tout état de cause, les détails concernant une procédure en cours de revue d'une opération de concentration sont confidentiels, notamment au regard du caractère potentiellement sensible des informations concernées, et je ne suis donc pas en mesure de la commenter.

Nous accueillons néanmoins favorablement l'implication des acteurs du marché et des partenaires sociaux sur les sujets de la compétitivité de notre secteur spatial en général, et sur la transaction envisagée entre Airbus, Thales et Leonardo en particulier. Les représentants du

Claire Fita
Députée européenne
Conseillère régionale d'Occitanie
Parlement européen
60, rue Wiertz / Wiertzstraat 60
B-1047 Bruxelles/Brussel

Courriel: claire.fita@europarl.europa.eu

personnel de ces entreprises sont donc encouragés à contacter les services de la Direction Générale Concurrence s'ils souhaitent faire valoir leur opinion.

Bien à vous,

Teresa Ribera